

GPA : arrêtons ce marché international de l'exploitation reproductive

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Ce 3 mars à Casablanca lors d'une convention internationale, la Déclaration internationale pour l'abolition universelle de la GPA (gestation pour autrui) a été adoptée par des experts de 75 pays.

Y participaient des médecins, psychologues, juristes, philosophes, anthropologues, sociologues et parmi ceux-ci, en tant qu'observatrice indépendante, Suzanne Aho Assouma, ancienne ministre togolaise de la Santé et vice-présidente de l'Onu, et Luis Ernesto Pedernera Reyna (Uruguay), ancien président du Comité des droits de l'enfant également à l'Onu. La déclaration est une claire condamnation de la GPA adressée aux États, afin de mettre un terme à ce fléau mondial. En effet, il leur est demandé "de condamner la GPA dans toutes ses modalités et sous toutes ses formes, qu'elle soit rémunérée ou non, et d'adopter des mesures pour combattre cette pratique".

Premier jalon d'une conscientisation à réaliser auprès du grand public et des instances de pouvoir sur ce qu'est la gestation pour autrui, à savoir un marché de la procréation mondialisée qui cause des dommages humains imparables. L'objectif étant à terme de promouvoir un traité international visant à mettre fin à la pratique de la GPA partout dans le monde.

Perte de dignité et violence

Le sujet de la GPA, complexe et délicat, représente un enjeu majeur de société ainsi qu'en témoigne l'écho de la convention dans sa revue de presse. Pratique aujourd'hui internationale, elle vient bouleverser l'origine de la vie naissante du petit humain. Ce qui est bien occulté dans les débats de société où le principal intéressé est oublié: l'enfant, et l'évident lien d'attachement premier qui se crée avec la mère dès sa conception. "Les conséquences sont assez lourdes pour la mère et l'enfant selon les différents cas de figure: (perte de) dignité, violence, etc. Voilà les maîtres mots de cette pratique", a déclaré en ouverture de la convention Suzanne Aho Assouma.

Mon intervention à la convention fut précisément consacrée à ce lien entre l'enfant et la mère dès la conception sous l'angle des besoins précoces et des mémoires d'attachement tissées dès le début de la conception. Le maillage corporel et relationnel intime qui se noue entre une mère et le petit qu'elle attend n'est plus à démontrer. La conception, la période prénatale et la naissance vont constituer le socle de base sur lequel se

construira une bonne part du devenir de tout être humain et coloriera ses relations futures. L'aube de la vie du tout-petit est à protéger et requiert de la part des adultes une attention préventive toute particulière.

Le "petit sans-voix"

Dès leur conception les "petits sans-voix" ont besoin de la protection des adultes. La GPA vient malmener l'enfant dans les fondements de son histoire. Étant conçu en dehors de la chaleur d'un corps humain qui le désire, l'enfant sera attendu dans l'utérus d'une femme porteuse qui le livrera aux parents intentionnels. La qualité d'attachement ou, au contraire, l'état psychique de détachement programmé vis-à-vis de l'enfant porté résonnera en lui toute sa vie et crée soit une mémoire à tonalité sereine, soit une mémoire plus tourmentée, empreinte de probables angoisses d'insécurité existentielle. Le petit s'attache de tous ses sens à la mère qui le porte. La naissance est la première séparation naturelle

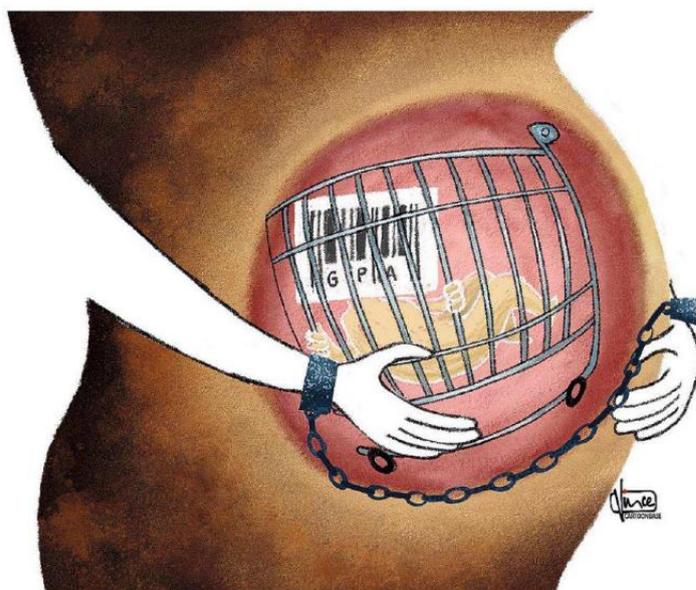
qui lui donne la vie. Mais il doit, pour se garder en équilibre, retrouver à l'extérieur tous les facteurs sensoriels qui le relie étroitement depuis neuf mois à cette mère-là, celle qui l'a porté. La GPA vient intentionnellement séparer l'enfant de la mère de naissance. L'abandon d'enfant est

dès lors planifié avant même la conception. Pour les tenants de la théorie de l'attachement (Bowlby), le bébé risque grandement de perdre son propre sentiment d'existence et plonge dans une insécurité majeure, une angoisse de séparation et d'abandon.

Adoption et GPA

René Frydman, pionnier de la procréation médicalement assistée, souligne que dans l'adoption il n'existe aucun accord préalable entre la mère biologique et les parents adoptifs. "Il n'y a pas de la part de la mère d'origine une volonté de concevoir un enfant dans la seule finalité de l'abandonner." Et de conclure: "La GPA est un abandon organisé, programmé, monnayé. Un abandon sur ordonnance!"

En écho avec Sylviane Agasinski, René Frydman affirme que la GPA est un esclavage moderne.





Anne Schaub

Psychologue – psychothérapeute pour enfants et adolescents, auteure d’*“Un cri secret d’enfant”*.

■ Le 3 mars 2023, la Déclaration pour l’abolition universelle de la gestation pour autrui a été adoptée par 75 pays. Il faut en finir avec cet abandon organisé, programmé et monnayé sur ordonnance.

En écho avec Sylviane Agasinski, il affirme que la GPA est un esclavage, moderne.

GPA... éthiques ?

L’esclavage est devenu une pratique de traite humaine inacceptable depuis son abolition en 1848. Le propre de l’esclavage est la perte de liberté au profit d’autrui. Une femme porteuse, quel que soit le climat de bienveillance établi avec elle par les parents d’intention, perd de facto sa liberté et se voit, par contrat établi par les agences intermédiaires, contrainte durant neuf mois à un mode de vie dicté par les désirs des parents commanditaires. Livrer au final un enfant à la naissance comme objet de transaction ne pourra jamais non plus être considéré comme *éthique*. Souvenons-nous de ces images tragiques d’une quantité de nouveau-nés parqués dans des hôtels ukrainiens lors du confinement, avec l’impossibilité de les “livrer” à leurs parents commanditaires en raison des frontières fermées à tout trafic.

GPA et déconnexion du réel

Toutes les possibilités techniques en médecine procréative ne sont ni forcément acceptables ni prudentes. Une suprématie médico-technique qui vient complètement bousculer ce qui est naturellement bien ordonné autour du jaillissement de la vie risque d’aboutir au chaos. Où sont les garde-fous, les balises dans notre société en perte de repères et de transcendance ? Une société qui encourage l’exclusive réponse technique, bien souvent aux dépens d’un questionnement humain et éthique.

La GPA révèle une inquiétante déconnexion de l’intelligence, du cœur et du corps avec, d’un côté, des réalités humaines d’attachement et de filiation qui touchent l’aube de la vie du tout-petit et, de l’autre, le délaissement de l’héritage des spécialistes de la petite enfance, des découvertes en neurosciences et en épigénétique, apports précieux qui devraient nous enjoindre d’accorder le plus grand soin à l’écologie humaine. Plus précisément ici, à considérer l’intérêt supérieur de l’enfant comme primordial face au désir d’enfant, si compréhensible soit-il, des adultes.

Science sans conscience

Science sans conscience n’est que ruine de l’âme, disait déjà Rabelais au XV^e siècle. Dans la GPA, ne s’agit-il pas d’une histoire de *la vie de l’âme* ? En priorité, de celle du tout-petit, dont l’existence dès les premiers mouvements de vie est occultée, niée, comptée pour rien dans la GPA ?

Le marché international de l’exploitation reproductive porte atteinte à la dignité et aux droits humains de la femme et de l’enfant. D’où le caractère radical de la Déclaration d’abolition universelle de la GPA. On n’encadre ni ne rend éthique ce qui, dans ses fondements mêmes, ne pourra jamais prétendre l’être, si ce n’est comme un leurre, aveuglant.

CHRONIQUE

Les enjeux de la “question trans”

■ Cette question engage des débats très vivaces dans les mouvements féministes sur lesquels il convient de se pencher avec sérénité.



CHRISTOPHE BORTELS

Nadia Geerts

Essayiste, auteure notamment de *“Neutralité ou laïcité ? La Belgique hésite”* (Luc Pire), conseillère au Centre Jean Gol

L’histoire du féminisme est d’abord une lutte pour l’égalité des droits. Égalité des droits qui passe nécessairement par la reconnaissance du fait que les différences entre hommes et femmes ne sont pas suffisamment prégnantes pour justifier des droits différenciés. Tel est le fondement philosophique majeur du féminisme, dont Nathalie Heinrich résume parfaitement l’esprit par cette formule : *“La lutte pour l’égalité hommes-femmes doit passer par la suspension de la différence des sexes quand elle n’est pas pertinente au lieu de passer par son affirmation systématique.”*⁽¹⁾

Il a fallu beaucoup de combats pour sortir peu à peu d’une vision du monde essentialisante, qui réduisait les femmes – et les hommes ! – à leur sexe, les enfermant par là dans des rôles sociaux dont elles et ils ne pouvaient sortir – quand ils l’ont enfin obtenu de haute lutte – qu’au prix de l’opprobre social : “garçons manqués”, “efféminés” et autres qualificatifs injurieux étaient, et restent encore trop souvent, le lot de ceux et celles qui brisent les codes.

Aussi le féminisme, dans son essence, est-il avant tout la revendication des mêmes droits pour tous, qu’on soit homme ou femme. Et en ce sens, ce n’est pas un combat contre les hommes, visant à leur arracher un pouvoir qu’ils prétendraient confisquer à leur seul profit, mais un combat humaniste, qu’il est parfaitement possible et même souhaitable de mener avec les hommes. Et c’est précisément cet esprit que résume Elisabeth Badinter par sa formule : *“Les plus grands progrès accomplis ces dernières années l’ont tous été grâce à l’audacieuse déconstruction du concept de nature.”*

Déconstruction en effet, par la raison, et au service de la liberté !

Car si l’homme est évidemment un animal, un mammifère même, il est un animal très particulier, doté de compétences particulières qui lui permettent de s’extraire partiellement de la nature dont il est issu pour se construire en tant qu’individu autant que possible libre, doué de conscience et de raison.

L’impact de notre sexe

Mais ce processus d’émancipation par rapport au déterminisme naturel n’est cependant pas total. Une perspective humaniste exige donc un exercice délicat, qui consiste à ne pas nier, d’une part, mais à ne pas surévaluer, d’autre part, l’impact

que peut avoir sur chacun de nous notre sexe.

Or, cette perspective est aujourd’hui menacée des deux côtés. De l’un, par celles qui, à l’instar d’Alice Coffin, osent préférer des outrances telles que celle-ci : *“Il paraît que depuis 1945 la France est en paix. Moi, j’ai l’impression d’avoir toujours vécu dans un monde en guerre. Pire, cette guerre était spécifiquement dirigée contre nous.”*

Ce féminisme à la fois victimaire et profondément hostile aux hommes surévalue dramatiquement ce qu’être femme (ou homme) signifie, et incite à ne plus considérer des romanciers, des musiciens, des réalisateurs que par le prisme de leur sexe, à l’exact rebours de ce que préconise le féminisme universaliste.

De l’autre côté, on assiste à l’émergence d’un discours puissant, qui tend à faire du sexe une pure construction sociale. Dès lors, être homme ou femme deviendrait une affaire de choix, de ressenti, au nom du principe d’autodétermination. On voit dès lors se développer des campagnes parlant de “personnes à vulve”, de “personnes menstruées” ou de “personnes à utérus”, ou encore des événements destinés aux “femmes et aux personnes qui se sentent femmes”.

Et curieusement, les deux discours coexistent, exigeant à la fois la parité partout où c’est possible et la déconstruction de la binarité des sexes au profit d’une fluidité des genres...

Et le combat féministe se voit paralysé par l’impossibilité grandissante de répondre à une question qui semblait jusqu’ici évidente : “Qu’est-ce qu’être une femme ?” Pire, ce qui pourrait être un débat scientifique, philosophique et éthique passionnant devient, hélas, une impossibilité, tant l’accusation de “transphobie” est promptement brandie sitôt qu’on a le malheur de rappeler la dimension biologique du sexe. Pourtant, il y a derrière la “question trans” de véritables questions, très vivaces dans les mouvements féministes, et qui méritent mieux qu’une vague idéologie déconstructionniste qui prétend régler tout différend à coups d’anathèmes. Car si l’on peut devenir femme sur base d’une simple déclaration, quelles en sont les implications pour le mouvement féministe et pour les femmes en général ?

→ (1) Actes du colloque de mars 2022, *“La République face à la déconstruction”*, Nathalie Heinrich, *“Le double fléau du militantisme académique et de l’identitarisme”*.